

[...]

6. Assurer une croissance favorable aux pauvres, grâce au commerce

Il n'existe pas de recette unique ou de recette-type permettant d'assurer une transition réussie vers une croissance économique rapide propre à avoir un impact notable et durable sur la pauvreté. Les formules qui fonctionnent bien dans un pays ne feront pas forcément de même dans un autre. Les pays en développement doivent donc rechercher et être prêts à expérimenter différents types de politiques, de modèles institutionnels et de stratégies de croissance (rythme et modalités). Rodrik (2003) identifie un « tiercé » de « principes fondamentaux » en matière de politique économique : des *marchés* qui favorisent la concurrence et assurent une répartition efficace des ressources ; des *institutions* qui garantissent les droits de propriété et l'intégrité des transactions commerciales, sans lesquels les marchés disparaîtraient ; et la *stabilité macro-économique* pour donner confiance dans les perspectives économiques futures et par là même encourager l'investissement indispensable à la poursuite de la croissance. Ces trois éléments sont indissociables, aucun ne suffisant à lui seul à induire la croissance.

La croissance en général est un processus complexe et il serait déraisonnable de s'attendre à ce qu'elle soit équitable pour tous, quelles que soient les conditions, uniquement de par sa conception. C'est pourquoi les gouvernements doivent adopter des politiques de croissance « pro-pauvres » pour atteindre les groupes de la population à qui la croissance ne profite pas. Pour rendre la croissance plus favorable aux pauvres, l'OCDE (2006a) met en avant trois messages clés :

- Pour être rapide et soutenue, la réduction de la pauvreté doit s'appuyer sur une croissance pro-pauvres, c'est-à-dire une croissance dont le rythme et les modalités améliorent l'aptitude des pauvres, hommes et femmes, à participer à l'activité économique et à en tirer avantage. Il est donc indispensable que des mesures soient prises pour influencer tout à la fois sur le rythme de la croissance économique et sur ses modalités, autrement dit la mesure dans laquelle les pauvres y sont associés, en qualité d'agents comme de bénéficiaires, car les deux éléments sont étroitement liés et jouent un rôle décisif pour l'obtention d'une croissance à long terme et d'un recul durable et conséquent de la pauvreté.
- Les mesures destinées à agir sur chacun des multiples aspects de la pauvreté, y compris dans ses dimensions transversales que sont l'égalité homme-femme et l'environnement, se renforcent mutuellement et doivent aller de pair. Les progrès accomplis sur un front seront d'autant plus rapides que des avancées auront été obtenues dans d'autres domaines. En matière de lutte contre la pauvreté, la notion de dichotomie entre les divers domaines d'intervention des pouvoirs publics ne s'applique pas. Des choix sont certes indispensables, mais ils peuvent être mieux gérés.
- Donner aux pauvres des moyens d'action est essentiel pour que voient le jour les politiques et les investissements voulus pour instaurer une croissance pro-pauvres et remédier aux multiples facettes de la pauvreté. Pour qu'il en aille ainsi, il faut un État et des processus de décision ouverts, transparents et sensibles aux intérêts des pauvres. Les politiques et les ressources doivent être mises au service de l'élargissement des possibilités d'activité économique des pauvres.

6.1 Connecter les pauvres aux marchés

La plupart des études de cas mettent en relief le rôle des marchés, identifié comme un facteur déterminant de l'impact du commerce sur la pauvreté. Lorsque les conditions de vie des pauvres se sont améliorées, cette évolution a ordinairement été associée à une amélioration de la performance des marchés et de l'accès aux marchés. Au contraire quand leurs conditions de vie se sont dégradées, ce sont généralement les marchés qui doivent être incriminés quand ce n'est pas, dans des cas extrêmes, l'absence totale de marché. À Madagascar, par exemple, les ménages pauvres n'ont pratiquement aucune possibilité de contact avec les rares marchés rudimentaires qui existent, en raison du manque d'infrastructures (Hoekman et Olarreaga, 2007)

Dans les pays en développement, plus de la moitié de la population et plus des trois quarts des pauvres vivent dans des zones rurales où l'agriculture est généralement à l'origine de 50 à 90 % du revenu des ménages. Or, les hommes et les femmes pauvres installés dans les régions les plus reculées sont particulièrement isolés du marché. Ils exploitent habituellement de petites parcelles non irriguées, où ils

cultivent des céréales vivrières de base, en partie pour leur propre consommation. L'instauration de marchés agricoles efficaces pourrait donc améliorer considérablement les opportunités économiques des ménages pauvres (IFPRI, 2007).

Connecter les agriculteurs pauvres aux marchés et leur permettre de vendre leurs récoltes est une stratégie très payante. Une fois les diverses contraintes physiques et institutionnelles levées, les agriculteurs peuvent, pour accroître leur revenu, se spécialiser dans des cultures pour lesquelles ils ont un avantage comparatif, et acheter les denrées qu'il ne serait pas rentable pour eux de produire. De fait, ceux qui produisent principalement pour leur propre consommation sont les plus démunis, alors que ceux qui sont bien intégrés aux marchés et qui se spécialisent dans un plus petit nombre de cultures tendent à vivre mieux. Avec l'évolution rapide des systèmes de commercialisation des produits alimentaires dans les pays en développement, il est quasiment impossible pour les agriculteurs de savoir quelles cultures ils ont le plus intérêt à planter compte tenu des conditions agro-climatiques locales et de la proximité des marchés. Pour prendre ce genre de décisions, les agriculteurs ont besoin de mesures d'incitation plus efficaces et d'un accès à l'information. Il faut donc mettre en place un ensemble de politiques de commercialisation et d'institutions qui relient les agriculteurs aux marchés et réduisent leurs coûts de commercialisation et leurs risques (IFPRI, 2007).

Hertel et Winters (2005) confirment que l'impact des variations des prix à la frontière sur les ménages dépend pour beaucoup de la mesure dans laquelle ces variations se répercutent sur les prix intérieurs. En stimulant la productivité par une amélioration des services de vulgarisation et de l'accès aux réseaux de commercialisation et de distribution, on aiderait les agriculteurs à réagir au plus près et ainsi à accroître davantage leurs revenus. De même, cette analyse confirme nettement l'importance d'une meilleure intégration au marché et d'investissements dans les infrastructures rurales pour réduire les coûts du transport et de l'énergie et, partant, assurer une meilleure transmission interne des opportunités créées par l'ouverture des marchés et maximiser les avantages potentiels sur le plan de la réduction de la pauvreté.

Le succès de la mondialisation passe à l'évidence par l'intégration des économies locales, nationales et régionales, en particulier la connexion des agriculteurs ruraux aux marchés et à des chaînes de valeurs plus élaborées et plus compétitives. Aujourd'hui, les denrées alimentaires et les autres produits agricoles s'échangent sur le marché international, tout comme les produits manufacturés, et les marchés en expansion des produits agro-alimentaires créent de nouveaux débouchés pour les pays en développement (voir encadré 5). La participation et le raccordement aux chaînes de valeurs agro-alimentaires régionales ou mondiales permettent aux producteurs des pays en développement de s'exonérer des limites imposées par la taille restreinte de leurs marchés intérieurs. Ils leur ouvrent accès à des marchés plus dynamiques, en leur permettant d'améliorer leurs processus de production et de relever la qualité et la valeur ajoutée de leurs produits.

Encadré 5. L'exemple de l'agro-industrie en Zambie

L'exemple de la Zambie montre qu'un secteur de l'agriculture efficace, dans un contexte de forte croissance, peut déclencher le développement d'activités extérieures au secteur mais basées sur l'agriculture, telles que les agro-industries, grâce aux liens de production et aux liens de dépenses associés à l'élévation des revenus agricoles. Les autorités zambiennes accordent la priorité absolue au développement de l'agriculture et privilégient une croissance tirée par le secteur privé, grâce à la diversification et l'expansion du commerce. Bien que les excellentes performances de croissance des dernières années aient été principalement attribuées au secteur minier en pleine expansion (le cuivre est le produit qui rapporte le plus de devises au pays), l'agriculture est l'élément le plus dynamique du secteur des exportations et le principal moteur de diversification de ces dernières. Sa part dans les exportations totales est passée de moins de 5 % dans les années 70 aux alentours de 20 % au début des années 2000. Ce secteur absorbe également environ 70 % de la main-d'œuvre et constitue donc la principale source de revenus et d'emplois pour la majorité des Zambiens, à commencer par les pauvres. En outre, la proportion de femmes employées dans ce secteur est élevée. L'agro-industrie a bénéficié d'un marché assez favorable en Zambie, avec une structure de production essentiellement autochtone, alimentée principalement par des matières premières locales. Depuis l'ouverture au commerce extérieur, le secteur a connu une forte croissance de la production et de l'emploi. Outre le fait qu'elles contribuent au revenu et à l'emploi nationaux, les agro-industries peuvent concourir à accroître les revenus et l'accès à la nourriture des ruraux pauvres qui vivent essentiellement de l'agriculture, grâce à la création de petites activités de transformation qui peuvent être effectuées à domicile, sans trop d'investissement. À travers ce mécanisme de transmission des retombées, les agro-industries devraient avoir un impact durable sur la pauvreté des ménages. *Source* : Seshamani (2006) ; Bonaglia, Fukasaku et Hayashikawa (2006)